



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Annie YAGUE.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Charte Entreprises et Quartiers - Point d'étape - Nouvelle convention type - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Contrat de Ville 2015-2020, co-piloté par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat, vise à réduire les inégalités entre les douze quartiers prioritaires de la Politique de la ville et le reste du territoire. Dans ce cadre, il a été décidé par les deux partenaires de mettre en œuvre un Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion.

L'enjeu majeur et global du PODEM est de mettre en œuvre une politique locale de l'insertion et de l'emploi, partenariale et renouvelée, selon les trois grands axes suivants :

- mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique, en particulier les entreprises du territoire,
- organiser des parcours d'insertion vers l'emploi et l'entrepreneuriat,
- coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés.

Parmi les premières actions concrètes qui en découlent, la Métropole, dans le cadre de sa compétence en matière de « développement économique », en articulation étroite avec les compétences « politique de la ville » et « insertion par l'économique », a souhaité décliner sur son territoire la Charte Entreprises & Quartiers.

Ainsi, lors de la signature du Contrat de Ville en juillet 2015, des entreprises se sont engagées, auprès de l'Etat et de la Métropole, en signant cette charte, à agir en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

Au plan national, les services de l'Etat, pilote de la démarche, ont confié son animation à la fondation Face. Au plan local, la démarche Charte Entreprises & Quartiers est co-pilotée par l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec le Pôle emploi et la Mission Locale Jeunes, et co-animée par Face Hérault.

Déclinée en convention tripartite (Etat-Métropole-Entreprise) spécifique pour chaque entreprise, la Charte Entreprises & Quartiers est un outil au service du développement économique et de l'emploi, du cadre de vie ainsi que du renouvellement urbain et de la cohésion sociale dans l'ensemble des quartiers prioritaires que compte le territoire.

A ce jour, 38 entreprises sont engagées concrètement, dont 30 qui ont déjà signé une convention d'application tripartite et 8 qui le seront très prochainement.

Ces entreprises sont les suivantes : DELL, EDF, La Clinique du Millénaire, Drôle de Pain, Comptalia, Montpellier Business School, AG2R La Mondiale, APEF Services, BNP Paribas, Bouygues Energies & Services, BRL, Bureaux and co, Climavie, Com'une exception, Ela Innovation, Electro dépôt, Enedis, Engie, FDI Groupe, Groupe E4, La Poste, Hygie Sphère, KPMG, Manpower, La mutuelle des motards, Oc Santé, Orange, Philip Frères, SNCF, SCP Tisseyre Vidal Avocats, Services You (Challenge Me), Carrefour, Carsat, Ikéa, Kaliop, Nicollin, Système U et Véolia.

Toutes ces entreprises ont déjà commencé à mettre en œuvre des actions concrètes en faveur de :

- l'éducation et l'orientation scolaire,
- l'emploi, l'insertion et la formation,
- le développement économique, les services de proximité,
- l'accessibilité aux produits et services de l'entreprise,
- le soutien aux initiatives locales, le mécénat de solidarité.

Une version actualisée de la convention d'application « type » reprenant les axes d'engagement des entreprises, de l'Etat et de la Métropole, est proposée au vote du Conseil.

Les modifications principales sont les suivantes :

- allongement de la durée de la convention, jusqu'à 2020 (la précédente convention était annuelle) ;
- précision du contexte national et local dans la partie préambule « impératif d'intervention » ;
- précision de la partie « les principes et méthodes d'intervention » ;
- précision et clarification des engagements des Parties.

Cette convention d'application constitue un plan d'action nécessaire pour l'entreprise pour mettre en place des actions concrètes en lien avec les engagements pris.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le modèle « type » actualisée de convention d'application de la Charte Entreprises & Quartiers entre la Métropole, l'État et l'Entreprise ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer chaque convention tripartite avec les entreprises et l'Etat, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 11 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Clare HART, M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39768-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.